

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JEAN-PAUL POISSON

Introduction à une étude quantitative des effets socio-économiques du système de Law

Journal de la société statistique de Paris, tome 115 (1974), p. 260-280

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1974__115__260_0

© Société de statistique de Paris, 1974, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

INTRODUCTION A UNE ÉTUDE QUANTITATIVE DES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES DU SYSTÈME DE LAW

Owing to a statistical study of socio-economic activities of lawyers, it was possible to give, in this article, a broad outline of the repercussions of Law's system on private financial life in France. It appears from this study that socio-economic activity has only been really perturbed a few months during the years 1719-1720 and almost only in the field of credit.

Dank der statistischen Untersuchungen über die sozio-ökonomische Tätigkeit der Notariate gibt dieser Artikel einen Überblick über die Auswirkungen des Systems von Law auf das « finanzielle » Privatleben in Frankreich. Es ergibt sich aus dieser Studie, dass die sozio-ökonomische Tätigkeit nur einige Monate im Lauf der Jahre 1719 & 1720 gestört war und fast einzig und allein nur auf dem Gebiet des Kreditwesens.

Gracias al estudio estadístico de la actividad socio-económica notarial, se ha dado en este artículo una idea de las repercusiones del Sistema de Law sobre la vida rentística privada en Francia. Resulta de este estudio que la actividad socio-económica la estado perturbada de verdad unicamente durante alynnos mesas en 1719 y en 1720 y casi solamente en el campo del credito.

Nous avons déjà attiré l'attention sur l'intérêt présenté pour la connaissance de l'évolution socio-économique, notamment dans les périodes troublées, par l'étude statistique de l'activité notariale ⁽¹⁾. Il apparaît que cette méthode pourrait en particulier beaucoup nous apprendre sur les répercussions socio-économiques de l'expérience de Law, dont l'appréhension reste encore pour l'essentiel basée sur les impressions superficielles et souvent partielles des mémorialistes et financiers contemporains. Nous voudrions dans la présente note, par l'examen sommaire des répertoires d'actes de quelques offices notariaux, attirer l'attention sur une voie de recherche dont nous pensons qu'elle pourrait renouveler en grande partie notre connaissance de l'activité économique-sociale sous la Régence.

Nous avons dans ce travail préliminaire tenté une première approche de mesure de cette activité dans l'ensemble urbain Paris-Versailles au moyen d'une part du comptage, sur les répertoires des offices notariaux, de tous les actes passés dans l'Étude dont Law était client (portant le n° XLVIII de la classification du Minutier central des notaires aux Archives

1. Cf. notamment, pour une vue générale, notre exposé à l'assemblée de 1972 de l'Association française des historiens économistes, paru dans la *Revue historique*, janvier-mars 1973, sous le titre « De quelques nouvelles utilisations des sources notariales en histoire économique (xvii^e-xx^e siècles) ».

nationales), dans une autre Étude d'un volume d'affaires encore plus important (n° I du Minutier central), et dans une troisième Étude moins active (Étude III), ainsi que dans deux Études versaillaises dont les répertoires sont déposés aux Archives départementales des Yvelines (prédécesseurs de M^e Huber et de M^e Bekelinck,) d'autre part du comptage des principaux actes notariés révélateurs de l'activité économique dans les offices III et XLVIII de Paris et dans les deux offices versaillais précités, le tout pour les années 1715 à 1726.

PARIS

Le tableau I présente le nombre total d'actes établis mois par mois et année par année d'après les répertoires dressés par les trois notaires parisiens, et globalement. Le tableau II indique leur activité par rang d'importance annuelle pendant cette période.

L'année 1720 se révèle toujours la plus active; 1719 vient immédiatement après. Les années 1722 et surtout 1723 et 1726 sont les moins actives. 1718 est au troisième rang, quoique assez loin derrière les deux plus fortes années. 1724 et 1725, puis 1721, viennent ensuite. Nous pensons que le mauvais classement de l'année 1723 pourrait être un accident spécifique du notariat parisien sans cause économique profonde et dû au fait que le contrôle des actes, dont les notaires parisiens étaient dispensés en raison d'un prêt qu'ils avaient fait à l'État, avait été établi pour quelques mois en 1723, ce qui avait bloqué temporairement l'activité notariale à Paris ⁽¹⁾; la récupération a dû se faire dans les années suivantes; cet affaissement n'existe d'ailleurs pas à Versailles.

Les trois années les plus actives, avec de gros écarts entre elles, sont donc dans l'ordre 1720, 1719 et 1718, correspondant à ce que pouvait laisser prévoir l'effervescence connue de la situation financière à ce moment; il est à remarquer que dans les trois offices la période de très grande activité débute seulement à l'automne 1719; elle se termine à l'automne 1720 pour les offices I et III (avec tout de même une activité restant nettement plus grande que dans les mois correspondant des autres années pour l'Étude III), mais se poursuit dans l'office que fréquentaient Law et son entourage jusqu'au printemps 1721 (et même dans une certaine mesure jusqu'au début de l'automne de cette même année). Globalement, à part les années de crise aiguë 1718-1720, les données de l'activité notariale ne semblent révéler aucune agitation particulière : pour l'Étude XLVIII, dont nous connaissons l'activité pendant la période précédente ⁽²⁾, la moyenne annuelle du nombre des actes, qui est de 828,60 pour 1722-1726, est de 761,33 pour les années 1715-1717 (691 pour les seules années

1. Cf. « Une corporation parisienne pendant la Révolution (les Notaires) », par F. Foiret, Paris, 1912, pp. 7 et suivantes : « En 1722, le prêt étant remboursé, une ordonnance rétablit le contrôle. Ce fut une clameur générale dans Paris contre le nouvel impôt et contre son auteur, le cardinal Dubois, déjà fort impopulaire. Toutes les affaires furent arrêtées. L'avocat Barbier nous a laissé le tableau de l'effervescence que cette mesure souleva dans le monde des affaires (« Journal de Barbier » ou « Chronique de la Régence », t. I, p. 245 et 296). Le contrôle ne fonctionna que deux mois et fort mal. Une déclaration du 7 décembre 1723 le supprima de nouveau et remplaça le droit par un impôt sur le timbre des papiers et parchemins où seraient écrites les minutes et les expéditions. »

2. Chiffres tirés de notre travail en cours sur « Une Étude d'affaires parisienne pendant la guerre de Succession d'Espagne ».



1716-1717); elle était de 661,46 pour les années 1701-1713, et même, pour l'année 1714, le nombre d'actes s'élevait à 2 630, soit un chiffre supérieur à celui de 1720! L'acmé pour la période étudiée ici est même en fait limité à quelques mois (automne 1719 à automne 1720).

Entrons maintenant dans l'examen de détail de cette activité. Divers tableaux mentionnent le nombre d'actes indicateurs de celle-ci passés dans les offices III et XLVIII ainsi que globalement. Le domaine des actes de crédit paraissant le plus révélateur dans une telle période, nous avons examiné d'abord les constitutions de rentes, en distinguant quand c'était possible celles faites sur les caisses publiques (y compris la Compagnie des Indes) de celles sur les particuliers, les obligations et les quittances. Nous étudions ensuite les actes de procuration, les ventes, transports, baux, contrats d'apprentissage, marchés, attermoyements, et enfin un type d'acte non économique mais néanmoins révélateur d'un plus ou moins grand optimisme devant la vie et de confiance en l'avenir, le contrat de mariage.

Les constitutions de rentes figurent sous le tableau III. Le détail complet de la nature de chacune d'elles n'est mentionné que pour la période 1715-1722 (celui-ci étant incomplet au répertoire de l'Étude III pour 1723-1725); pour cette période les années 1720 et 1721 sont très largement en tête pour les constitutions sur les caisses publiques (roi et ville essentiellement), l'année 1719 pour les constitutions privées; mais c'est le crédit public qui est de beaucoup le principal bénéficiaire de cette activité (la Compagnie des Indes n'y apparaît de manière significative qu'en 1720). Les obligations sont sous le tableau IV; nous avons distingué les obligations proprement dites des obligations déposées au rang des minutes du notaire (qui peuvent être des obligations d'une année antérieure, déposées en raison d'incidents de paiement, et sont moins significatives de l'activité de crédit réelle que les obligations proprement dites)⁽¹⁾; elles sont toutes privées. Leur nombre relatif est sans doute élevé en 1719-1720, mais pas plus qu'en 1716 ou 1717 et guère plus qu'en 1724. En chiffres absolus, de même que pour les constitutions de rentes privées, il ne se révèle pas une effervescence particulièrement grande de l'activité de prêt.

Le tableau V se rapporte aux actes de quittance, tant à diverses caisses publiques qu'à la Communauté des rouleurs de vin (cliente de l'Étude XLVIII) et aux particuliers. Là aussi les années 1719 et surtout 1720 viennent largement en tête tant pour les quittances aux caisses publiques que pour les particulières; viennent ensuite les années 1724 et 1725 pour les quittances publiques; 1720 est au premier rang des quittances à la Communauté des rouleurs (qui probablement a pu payer ses créanciers pour avoir été elle-même remboursée par ses débiteurs, vraisemblablement la ville ou le roi). Même en tenant compte de l'élément d'incertitude résultant de l'insuffisance de qualification des constitutions de rentes pour 1723-1726, il semble qu'en nombre d'actes, tant pour la période globalement (3 300 quittances, plus 435 aux rouleurs, contre 2 524 constitutions, plus une partie des 437 non qualifiées) que pour les années d'activité de pointe, il existe un certain désendettement du secteur public. Par contre le désendettement net des particuliers ne paraît pas d'un ordre de grandeur aussi important que l'opinion générale aurait permis de le supposer (l'ensemble des quittances s'élève à 4 814 et celui des constitutions et obligations à 3 787; ce dernier chiffre devrait être majoré d'une fraction du nombre des ventes et des transports stipulés payables en tout ou en partie à terme, que les répertoires ne permettent pas d'évaluer, contrepartie du fait qu'un certain nombre de quittances particulières se rapportent à des paiements de soldes de prix de ventes et transports).

1. Étant toutefois indiqué qu'il est possible que quelques actes considérés comme des « obligations » soient en fait des « obligations déposées », par suite d'une insuffisance rédactionnelle du répertoire.

Les procurations (tableau VI), surtout les procurations déposées (pouvant provenir d'investisseurs confiant leurs fonds à gérer et de provinciaux) seraient très intéressantes à étudier d'une façon plus approfondie pour connaître l'origine des fonds employés dans les diverses opérations notariales; leurs variations de nombre sont très révélatrices, car on peut présumer que parmi elles le nombre de celles consacrées à des actes de droit familial (procurations pour régler une succession, autoriser un mariage, etc.), reste à peu près constant; les variations représentent donc celles de l'activité d'affaires proprement dite. Les années 1718 à 1720 et 1724 à 1726 sont des années de haute activité à cet égard; mais l'analyse du seul répertoire est insuffisante pour donner quant à ce type d'acte autre chose qu'une indication.

Les années 1720 et 1719 ont été en tête pour les baux (tableau VII), mais cet avantage n'apparaît pas décisif. Le classement est le même pour les ventes (il s'agit ici de toutes les ventes autres que celles mentionnées comme de mobilier), figurant au tableau VIII; leur nombre tant absolu que relatif pour les années de pointe n'apparaît cependant pas suffisant, et de loin, pour confirmer l'opinion dominante selon laquelle on assista alors à des achats massifs de biens immeubles par les spéculateurs enrichis ⁽¹⁾, et ceci bien que, comme on le verra plus loin, leur nombre dans notre échantillon ait été artificiellement gonflé par les opérations immobilières faites par Law lui-même à l'Étude XLVIII, dont une partie représente d'ailleurs en réalité des actes effectués pour compte public. Les actes de transport (il s'agit ici de tous ceux autres que mentionnés comme de droits successifs) figurant au tableau IX appelleraient des observations semblables. Quant aux actes d'apprentissage (tableau X), nombreux surtout de 1715 à 1718, leur diminution pourrait traduire une baisse de l'activité et de la confiance à moyen terme du commerce et de l'artisanat, ou un transfert d'activité dans d'autres domaines: l'étude qualitative de ces actes serait nécessaire pour conclure. Les attermoyements (tableau XI) disparaissent presque pendant les années 1719-1725; c'est un signe de l'amélioration de la situation des débiteurs qu'on pouvait normalement attendre (cependant dès auparavant leur nombre était déjà peu élevé.) Nous n'avons pas dressé de tableau pour les réductions de rente, leur comptage ne révélant qu'une partie de la situation réelle à cet égard (il existe aussi des réductions dont le répertoire ne donne pas la nature, et des extinctions de rente à la Compagnie des Indes, notamment en 1723, dont une partie peut être assimilée économiquement à des réductions); signalons à titre de simple indication qu'aucune réduction de rente n'est mentionnée pour les années 1715 à 1718 et que, sur les 156 réductions de rente proprement dites répertoriées de 1719 à 1726, l'année 1720 en compte 112 à elle seule. Quant aux marchés, très peu nombreux, le rôle de Law personnellement est trop majoritaire pour que l'établissement d'un tableau présente de l'intérêt sur le plan général (27 actes pour toute la période dont 18 avec Law).

A titre comparatif, nous présentons le tableau (XII) des contrats de mariage. L'année 1720 est en tête, mais toutes les années 1715 à 1720 sont au-dessus de la moyenne de la période. L'échantillon est trop faible et trop de facteurs autres que socio-économiques peuvent contribuer à ces faits pour que nous émettions ici une hypothèse explicative.

Le tableau XIII procède à un début de réduction de l'ensemble des actes des deux Études III et XLVIII, en éliminant les actes relatifs au crédit et les procurations, présumées pour une grande part s'y rapporter, afin d'essayer de dégager l'activité notariale non finan-

1. Marion, par exemple, dans son « Histoire financière de la France depuis 1715 » (t. I, p. 100), écrit que « les créanciers remboursés et les spéculateurs enrichis consacraient leurs capitaux à l'acquisition de terres »; il cite le marquis de Mirabeau, selon lequel « Les actionnaires enrichis dans une nuit arrhaient à tout prix tous les biens du royaume...; les ventes à prix exorbitant... produisaient de toute part des remboursements »; le phénomène semble bien loin d'avoir eu le caractère général ainsi décrit.

cière « normale »; il y a sans doute une part d'arbitraire dans cette réduction, puisque l'activité notariale normale comprend toujours une part d'actes de crédit et de procurations; cependant dans une période comme celle que nous étudions, cette opération arbitraire n'est pas sans intérêt. Le nombre total des actes, qui pour les deux Études était de 20 109, se trouve ramené à 7 745; alors que (pour le total des trois offices) l'année la plus forte de la période avait un taux d'augmentation de 137,14 % par rapport à la moyenne et la plus faible un taux de diminution de 45,34 % par rapport à cette moyenne, les coefficients respectifs d'augmentation et de diminution se trouvent ramenés après cette réduction à 82,41 % et 41,30 %; un écrêtement sensible s'est donc produit; quelques changements ont eu lieu également dans le rang d'importance des années, beaucoup moins déséquilibrées.

Il nous a semblé utile en terminant cette étude pour Paris de publier (annexe I) l'état annuel des actes passés par Jean Law (1) lui-même à l'office XLVIII (2); si les années 1719 et 1720 apparaissent pour lui aussi les plus actives et les plus variées, on remarquera que dès 1714 cette activité était déjà forte: 3 actes en 1713 (octobre), 35 en 1714 (plus 6 où Guillaume Law lui a servi de prête-nom), 2 en 1716, 7 en 1717, 29 en 1718 (plus 26 passés par lui pour la « Compagnie d'Occident »), 60 en 1719 (plus 1 intéressant Guillaume Law, 76 en 1720 (plus 1 intéressant sa femme et 3 Guillaume Law), 15 en 1721 (tous avant fin avril) où sa femme est presque toujours en nom; 1722 voit encore le dépôt d'un certificat de vie de Guillaume Law. Outre la connaissance de la manière dont Law lui-même envisageait l'évolution financière et y réagissait, à comparer quantitativement et qualitativement avec celle du public, l'examen de ces actes peut fournir des éléments de renouvellement de sa biographie et de notre savoir sur l'activité de ses relations personnelles et d'affaires.

VERSAILLES

Nous avons procédé à un travail du même ordre pour Versailles, moindre toutefois du fait d'une part que, les constitutions et quittances aux caisses publiques se régularisant à Paris, il n'y en avait pas chez les notaires versaillais, d'autre part que les échantillons étaient plus faibles. Il convient en outre d'attirer l'attention sur deux points: le premier est que, comme conséquence de l'absence de contrôle des actes notariés à Paris, un certain nombre de Versaillais (comme d'ailleurs d'habitants d'autres villes peu éloignées de Paris) passaient chez les notaires parisiens des actes importants; le deuxième que par suite de l'absence de la Cour après la mort de Louis XIV une certaine diminution de l'activité économique s'était produite à Versailles (3); cette situation ne nuit pas à la comparabilité des années de la période étudiée pour cette ville.

Les tableaux XIV, XV et XVI mentionnent les constitutions, obligations et quittances. Les constitutions et les quittances mettent nettement en tête l'année 1720, suivie de 1719.

1. Signalons que dans tous les actes le concernant, à l'exception de ceux de 1713, Law est prénommé Jean et non John; il semble qu'il se soit voulu ou ait été considéré comme normalement naturalisé français dès 1714.

2. Une étude plus approfondie de la clientèle de cet office, où l'on trouve de nombreux actes intéressants les milieux financiers (personnes physiques françaises et immigrées comme sociétés), par exemple des actes concernant Cantillon qui ne semblent pas avoir été signalés, serait certainement d'un grand intérêt; signalons que la spécialisation préférentielle dans l'activité économique-financière notariale de cet office s'est, à travers tout le xviii^e siècle (notamment avec le notaire Duclos-Dufrenoy, sur lequel nous préparons une étude) et le xix^e siècle, poursuivie jusqu'à nos jours; de telles stabilités de clientèle dans le milieu mouvant de la finance à travers tant d'événements politiques et économiques méritent d'ailleurs réflexion.

3. Un notaire versaillais (M^e Chevallier) avait de ce fait cessé d'exercer à Versailles du 15 septembre 1715 au 1^{er} juillet 1728, et occupé une place de contrôleur à Poitiers; sa clientèle avait donc profité aux autres Études.

Le désendettement net des particuliers est plus marqué que dans les offices parisiens étudiés. La nette supériorité de rang de ces deux années ne se retrouve pas dans les actes autres que constitutions et quittances figurant dans les sept tableaux subséquents, l'activité la plus forte se situant à partir de 1722 et dans certains cas au début de la période examinée. Un échantillon plus important et la multiplication de telles enquêtes seraient nécessaires à l'étude plus approfondie de l'évolution de l'activité dans chaque nature d'acte. Il n'en reste pas moins vrai que rien ne permet de vérifier les opinions susvisées sur l'importance des remplois immobiliers par des actionnaires ou spéculateurs enrichis (les ventes ne dépassent la moyenne de la période étudiée qu'à partir de 1722; les transports sont relativement nombreux seulement en 1715 et 1717, ainsi qu'en 1724 et 1726) et que, quand l'influence de l'activité de crédit public ne se manifeste plus dans un minutier comme c'était le cas pour Paris, l'effervescence des années cruciales du système semble se révéler beaucoup moindre. De fait à Versailles l'élimination des actes de constitution et de quittance, révélatrice d'une activité plus normale (bien entendu avec toutes les restrictions sur le sens de cette normalité faites plus haut), montre une répartition tout à fait bouleversée des rangs des années de la période étudiée : les années les plus fortes sont alors 1722-1724, les moins fortes sont 1717-1718; 1720 est pratiquement dans une situation moyenne et 1719 médiocre (les chiffres avant et après élimination figurent aux tableaux XXIV et XXV). Les coefficients d'augmentation et de diminution des années la plus forte et la moins forte par rapport à la moyenne (respectivement 55,92 % et 22,41 %), déjà considérablement moins élevés qu'à Paris pour l'ensemble des actes, se trouvent encore réduits après cette élimination (respectivement à 23,34 % et 20,72 %).

APERCU COMPARATIF SUR ORLÉANS

Il nous a semblé opportun de faire, à titre comparatif, un excursus à Orléans, ville relativement proche de l'agglomération capitale et l'une des cinq cités provinciales (avec Lyon, La Rochelle, Tours et Amiens) possédant une succursale de la Banque royale. Malheureusement, en raison de la destruction en 1940 d'une grande partie des Archives du Loiret, la documentation est peu abondante. Il existe toutefois un répertoire (celui de M^e Destas, notaire), qui couvre la période 1718-1723 pour Orléans. Les tableaux XXVI et XXVII fournissent les résultats de l'analyse de ce répertoire. Bien qu'il ne faille conclure que provisoirement, s'agissant d'un unique office ⁽¹⁾, on remarque l'importance des quittances et remboursements, dont le nombre est responsable en grande partie, avec les constitutions (dans l'un ni l'autre cas le secteur public n'intervient, comme pour Versailles, jamais), du premier rang de l'année 1720, et le fait qu'il ne se produit aucun mouvement particulièrement important de ventes ou transports pendant cette période. Après déduction des constitutions et quittances, l'année 1722 atteint pratiquement le niveau d'activité de 1720. Le coefficient d'augmentation et de diminution par rapport au chiffre moyen annuel, qui était intermédiaire entre celui de Paris et celui de Versailles (en raison principalement de la faiblesse d'ailleurs peut être anormale de 1718), étant respectivement de 87,37 % et de 43,68 %, diminue, sensiblement après cette déduction pour être ramené respectivement à 17,93 % et 33,72 %.

1. Les faibles chiffres de l'année 1718 peuvent être, surtout dans un petit office, s'expliquer par des raisons accidentelles, comme nous en avons rencontré ailleurs pour d'autres époques (maladie ou voyage du notaire ou d'un clerc actif, par exemple).

Signalons également qu'un autre notaire orléanais, M^e Paris, a établi (sans doute sur la base du collationnement des minutes en sa possession) en tête de son répertoire commençant en 1724, un état des principaux actes dressés dans son Étude, d'une part de 1700 à 1716, d'autre part de 1717 à 1723. Pour cette dernière période, il mentionne seulement 8 constitutions (7 en 1720 et une en 1719) et 30 remboursements (3 en 1717, 4 en 1718, 6 en 1719, 14 en 1720, 3 en 1723), ce qui représente une moyenne annuelle de 4,30, dépassée très sensiblement seulement en 1720; il regroupe ensemble tous les actes aliénatifs (ventes, baux à rente et donations), au nombre de 40 (9 en 1717, 5 en 1718, 8 en 1719, 6 en 1720, 4 en 1721, 3 en 1722, 5 en 1723), soit une moyenne annuelle de 5,71; les constitutions d'hypothèques (obligations) sont au nombre de 13 (6 en 1717, 1 en 1719, 1 en 1721, 5 en 1723), soit une moyenne annuelle de 1,85; la moyenne annuelle des contrats de mariage est de 2,29⁽¹⁾. Rien dans tout cela ne traduit une bousculade extraordinaire des Orléanais pour prêter, emprunter ou acquérir. L'état des années 1700-1716 révèle même une activité supérieure pendant cette période : 82 constitutions d'hypothèques (soit une moyenne annuelle de 4,82), 188 ventes (moyenne annuelle : 11,06), 126 contrats de mariage (moyenne annuelle : 7,41); seuls les remboursements sont en nombre moindre (30, soit une moyenne annuelle de 1,76).

CONCLUSIONS EN FORME D'HYPOTHÈSES

Les résultats préliminaires ci-dessus suggèrent un certain nombre d'hypothèses de travail : l'activité socio-économique notariale, reflet de l'activité économique-financière générale, n'a été vraiment anormale qu'au cours des années 1719 et 1720, et même pendant une partie de ces années seulement: cette activité exceptionnelle n'est pratiquement due qu'aux actes de crédit (actifs et passifs) et notamment de crédit public; en tant qu'elle est en rapport avec le crédit public; elle n'est marquée qu'à Paris même. Le désendettement des personnes privées est certain, mais moins net qu'il aurait pu être attendu. Aucun investissement immobilier massif par des spéculateurs nombreux ne se remarque, non plus qu'aucune vague particulière de confiance ou de défiance dans l'avenir à moyen terme. Il n'est ainsi pas du tout certain que l'activité économique-financière ait été plus forte sous la Régence que pendant la guerre de Succession d'Espagne. En bref, à part un certain désendettement, qui pourrait être mesuré, il semble que les répercussions du Système de Law dans la population même aisée aient été, mis à part un milieu étroit de financiers professionnels ou occasionnels, beaucoup plus limitées que les regards des novellistes de l'époque et des historiens fixés sur la rue Quincampoix n'auraient pu le laisser penser⁽²⁾.

Bien évidemment, il ne s'agit que d'hypothèses de travail. Il importera de les vérifier. L'étude quantitative de l'activité socio-économique des actes de la pratique juridique nous en fournit les moyens⁽³⁾. Il y aura lieu de multiplier les examens d'offices notariaux parisiens, en les choisissant dans des quartiers variés et avec des types de clientèle différents, et d'étudier de manière comparative la clientèle d'offices provinciaux dans des villes de

1. 4 en 1717, 3 en 1718, 3 en 1720, 1 en 1721, 1 en 1722, 4 en 1723.

2. M. Jean-Marie Constant, étudiant la composition des fortunes dans les inventaires et contrats de mariage, in « Structures sociales des quartiers de St Avoye, du Marais, de Saint-Antoine et de la Grève à l'époque du Système de Law » (Mémoire de maîtrise, Paris, 1968) aboutissait à des constatations semblables.

3. Cf. à cet égard notamment nos articles « Le rôle socio-économique du notariat au XVIII^e siècle : 4 offices parisiens en 1749 », in « Annales E. S. C. », n° de mai-juin 1972, et « Introductions à l'étude des indicateurs notariaux d'activité socio-économique pendant la Fronde », à paraître dans la même revue.

natures économiques différentes, dans les ports ⁽¹⁾ (notamment ceux qui subirent l'influence de la Compagnie des Indes) ⁽²⁾, les villes ayant eu des succursales de la Banque royale mieux pourvues en archives qu'Orléans, des villes parlementaires, de Lyon, des centres d'échanges agricoles, des régions périphériques du royaume ⁽³⁾, comme aussi des pays nominalement indépendants bien que sous influence française ⁽⁴⁾ et même des villes étrangères ayant un notariat comparable (Genève ou Liège, par exemple). Pour Paris notamment, il y aura lieu en sus des répertoires, d'examiner également les minutes, en particulier celles des actes de constitution, de quittance et les procurations déposées; en effet, comme l'activité de crédit en rapport avec les caisses publiques semble avoir été pour la plus grande part concentrée chez les notaires parisiens, si l'examen des domiciles des parties et des donneurs de procurations déposées montrait une origine provinciale (ou même étrangère comme ce fut le cas sous Louis XVI) ⁽⁵⁾ pour un grand nombre d'entre eux, la dilution de ces opérations sur l'ensemble du territoire réduirait peut être encore l'importance réelle des événements de cette époque. Des vérifications complémentaires dans l'activité juridique autre que notariale permettraient de cerner encore de plus près la réalité : états des faillites, des constitutions et dissolutions de sociétés dans les archives des juridictions consulaires; registres de contrôle des exploits et saisies par huissiers, etc. Bien que l'étude qui précède soit trop sommaire, peut être aura-t-elle du moins le mérite de montrer qu'il est possible de quitter le domaine des impressions, des opinions individuelles et des polémiques pour juger des effets du système de LAW et pour aboutir à une mesure, qu'on peut même espérer rigoureuse, de ceux-ci.

Jean-Paul Poisson

1. Des travaux effectués à de tout autres fins dans diverses archives départementales de province nous permettent de citer quelques chiffres à titre d'exemples. A Bordeaux, dans l'office Parran Fils, les chiffres globaux d'actes répertoriés pour la période 1716-1726 étaient les suivants : 1716 : 464, 1717 : 265, 1817 : 235, 1719 : 300, 1720 : 328, 1721 : 129, 1722 : 31, 1723 : 316, 1724 : 328, 1725 : 417, 1726 : 326. Les années 1720 et 1719 sont donc respectivement au 3^e rang (ex-æquo avec 1724) et au 8^e rang (1716 étant au 1^{er} rang et 1725 au 2^e rang). La moyenne annuelle est de 311 actes. Le grand nombre des protêts en 1716 comme en 1725 et leur rareté en 1719 explique peut être pour une part la médiocrité du classement des années 1719-1720. Il y a là toute une voie de recherches à suivre.

2. A Nantes, dans l'office Garnier, pour la période 1717-1724, les chiffres globaux, d'actes répertoriés étaient les suivants : 1717 : 37 actes, 1718 : 91, 1719 : 135, 1720 : 101, 1721 : 56, 1722 : 95, 1723 : 51, 1724 : 45. Les années 1719 et 1720 étaient bien aux premiers rangs, mais 1722 et 1718 talonnaient 1720.

3. A Metz, le répertoire des minutes trouvées en la possession de M^e Nicolas Jacquinet, aman-adjoint de la paroisse Saint-Jean, après son décès (sur ce type de notariat qu'était l'« AMANDELLERIE », voir l'article de M. G. Cahen paru dans les « Mémoires de l'Académie nationale de Metz », années 1966-1967, pp. 89-119; et années 1969-1971, pp. 139 à 189), fournit pour la période 1700-1727 quelques chiffres que reproduit, à titre de simple indication, le tableau publié en annexe II. L'année 1720 est de beaucoup, pour les types d'actes mentionnés, la plus active. Les quittances y sont en nombre très supérieur à celui des autres années; les ventes y sont également les plus nombreuses, mais le phénomène est moins marqué pour ce type d'acte. Il existe de nombreux registres d'actes d'amans et notaires royaux messins qui peuvent être étudiés.

4. Nous avons recueilli les chiffres fournis par les répertoires de deux offices de Nancy pour la période 1715-1727; ils figurent sous le tableau constituant l'annexe III. Si les obligations sont bien les plus nombreuses dans le plus important des deux offices pour les années 1719 et 1720 (quoique suivies de près par les années 1721 et 1725), ces deux ans occupent un rang médiocre dans la période étudiée (pendant laquelle la moyenne d'activité annuelle de l'office André (46, 31 actes) n'était pas très supérieure à celle de la période 1709-1714, où elle était de 42,33 actes (en 1709, il y avait déjà 23 obligations, et 22 en 1710, soit un chiffre d'un ordre de grandeur approchant de celui des années d'acmé; en 1710 il y avait dix acquets, soit pratiquement autant qu'en 1720). Les constitutions de rentes créées par l'Édit de Léopold du 25 avril 1720 ne figurent pas dans notre travail.

5. Cf. par exemple, les listes de crédientiers sur le Trésor public conservées avec les répertoires de M^e Duclos-Dufresnoy, précité, au Minutier central des notaires parisiens (Étude XLVIII).

TABLEAU I

Nombre d'actes (annuels et mensuels)

Étude I	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726
Janvier	81	73	96	97	107	415	67	106	59	84	99	71
Février	83	73	78	117	114	398	66	84	35	74	72	75
Mars	75	93	76	111	143	332	66	77	58	71	79	66
Avril	76	93	92	93	131	233	72	92	57	75	87	72
Mai	115	101	104	129	133	195	97	99	64	67	76	51
Juin	74	237	86	73	121	194	80	92	51	67	72	52
Juillet	91	97	98	121	128	218	92	114	70	90	68	63
Août	60	78	72	102	108	177	93	108	74	84	95	57
Septembre	66	74	85	112	177	189	102	95	71	74	94	73
Octobre	58	73	101	105	232	201	93	140	56	70	67	60
Novembre	68	72	82	94	185	87	85	41	54	63	60	55
Décembre	67	71	91	81	243	69	65	53	39	58	80	56
Totaux	914	1 135	1 061	1 235	1 872	2 708	978	1 101	688	877	949	756

Total général : 14 274. — Moyenne annuelle : 1 189,50.

Étude III	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726
Janvier	64	36	45	60	47	243	81	30	41	63	48	26
Février	34	36	41	34	69	210	91	22	12	71	39	20
Mars	66	52	47	60	78	150	84	21	41	113	37	43
Avril	39	42	48	39	59	113	195	27	18	89	35	36
Mai	43	79	48	65	63	98	85	35	82	42	32	35
Juin	44	103	27	47	58	110	37	47	29	39	34	16
Juillet	55	36	33	72	62	176	39	32	27	86	55	33
Août	38	34	42	61	49	141	33	46	26	30	58	10
Septembre	63	30	36	52	73	144	22	31	27	52	42	25
Octobre	30	35	31	47	193	113	20	47	23	45	35	25
Novembre	40	20	32	45	183	60	18	17	18	40	30	22
Décembre	46	28	44	60	218	171	22	20	30	23	28	28
Totaux	562	531	474	642	1 157	1 729	727	375	374	693	473	319

Total général : 8 056. — Moyenne annuelle : 671,33.

Étude XLVIII	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726
Janvier	89	39	52	58	83	225	98	39	43	66	123	55
Février	118	97	50	82	60	321	87	48	32	41	97	92
Mars	122	86	55	98	73	238	185	36	33	113	154	89
Avril	74	52	54	65	78	151	121	44	41	102	95	90
Mai	64	77	76	84	65	182	92	31	26	99	85	59
Juin	72	53	43	65	75	167	25	38	54	100	134	56
Juillet	104	46	51	94	69	249	46	38	53	172	107	65
Août	49	39	64	66	77	243	87	50	31	102	117	61
Septembre	68	66	59	128	138	145	119	47	74	53	70	69
Octobre	45	47	94	60	212	104	22	73	34	50	90	66
Novembre	55	36	26	68	241	171	6	29	53	65	73	46
Décembre	42	55	65	65	237	169	32	28	30	124	83	75
Totaux	902	693	689	933	1 408	2 365	920	501	504	1 087	1 228	823

Total général : 12 053. — Moyenne annuelle : 1 004,42.

Totaux (pour les 3 études).	2 378	2 359	2 224	2 810	4 437	6 802	2 625	1 977	1 566	2 657	2 650	1 898
-----------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Total général : 34 333. — Moyenne annuelle : 2 865,25.

TABLEAU II

Rangs annuels d'activité

Année	Étude I	Étude III	Étude XLVIII	Activité globale
1715	9	6	7	7
1716	4	7	9	8
1717	6	8	10	9
1718	3	5	5	3
1719	2 } T. F. A.	2 } T. F. A.	2 } T. F. A.	2 } T. F. A.
1720	1 } T. F. A.	1 } T. F. A.	1 } T. F. A.	1 } T. F. A.
1721	7	3	6	6
1722	5	10 } B. A.	12 } B. A.	10 } B. A.
1723	12 B. A.	11 } B. A.	11 } B. A.	12 } B. A.
1724	10	4	4	4
1725	8	9	3	5
1726	11 B. A.	12 B. A.	8	11 B. A.

T. F. A. : très forte activité. B. A. : basse activité.

TABLEAU III

Constitutions de rentes (Paris)

	1715			1716			1717			1718		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1. Sur le Roy	150	2	152	53	—	53	8	2	10	40	52	92
2. Sur la Ville	—	217	217	—	77	77	5	16	21	6	104	110
3. Sur les États de Bretagne	6	—	6	1	—	1	10	—	10	1	—	1
4. Sur les États du Languedoc	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
5. Sur le Clergé	—	—	—	—	19	19	—	—	—	—	—	—
6. Sur la Compagnie des Indes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	156	219	375	54	96	150	23	19	42	47	156	203
7. Sur particuliers	21	26	47	14	22	36	21	27	46	18	22	40
Totaux généraux	177	245	422	68	118	186	44	46	88	65	178	243

	1719			1720			1721			1722		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1. Sur le Roy	1	38	39	271	—	271	333	—	333	—	—	—
2. Sur la Ville	1	2*	3	—	250	250	—	449	449	—	55	55
3. Sur les États de Bretagne	46	3	49	23***	—	23	3	—	3	—	—	—
4. Sur les États du Languedoc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur le Clergé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Sur la Compagnie des Indes	—	—	—	15	130	145	—	—	—	—	—	—
Totaux	48	43	91	309	389	698	336	449	785	—	55	55
7. Sur particuliers	57	46**	103	39	18	57	9	1	10	3	8	11
Totaux généraux	105	89	194	348	407	755	345	450	795	3	63	66

Total général des années 1715 à 1722 : 2 751.

- * Dont une par les capitouls de Toulouse.
 ** Dont une reconstitution aux rouleurs.
 *** Dont 21 rétablissements de rente.

TABLEAU III (suite)

	1723			1724			1725			1726				
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total		
1. Sur le Roy	101 constitutions non qualifiées	—		308 constitutions non qualifiées	20		21 constitutions non qualifiées	13		7 constitutions non qualifiées	1			
2. Sur la Ville		51			—			—			16		—	
3. Sur les États de Bretagne		—			—			—			—		—	
4. Sur les États du Languedoc		—			—			—			—		—	
5. Sur le Clergé		—			—			—			—		—	
6. Sur la Compagnie des Indes		—			—			—			2		—	
Totaux		51			20			15			17			
7. Sur particuliers		6		4	6		11	16		5	10			
Totaux généraux	101	57	158	312	85	347	44	31	75	12	27	89		

Total général : 3 371*.

* Les constitutions (437) non qualifiées de l'étude III pour 1723-1726 sont comprises dans ce chiffre (la moyenne annuelle des constitutions sur caisse publiques et assurées pour 1715-1722 est de 300 et la moyenne annuelle pour la même période des constitutions sur particuliers est de 44)

TABLEAU IV

Obligations (Paris)

	1715			1716			1717			1718		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
Obligations	5	15	20	13	31	44	12	19	31	12	19	31
Obligations déposées	9	4	13	3	10	13	4	5	9	5	7	12
Totaux	14	19	33	16	41	57	16	24	40	17	26	43
	1719			1720			1721			1722		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
Obligations	14	24	38	18	27	45	10	11	21	4	15	19
Obligations déposées	9	4	13	1	3	4	5	3	8	5	2	7
Totaux	23	28	51	19	30	49	15	14	29	9	17	26
	1723			1724			1725			1726		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
Obligations	4	12	16	9	20	29	5	8	13	2	8	10
Obligations déposées	1	1	2	3	2	5	4	5	9	2	2	4
Totaux	5	13	18	12	22	34	9	13	22	4	10	14

Total général : 416 (moyenne annuelle des obligations proprement dites : 26,41)

TABLEAU V

Quittances (Paris)

	1715			1716			1717			1718		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1. Au Roy	33	62	95	12	29	41	14	19	33	8	33	41
2. A la ville	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
3. Aux États de Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Au Clergé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—
Total	33	62	95	12	30	42	14	19	33	8	35	43
5. Aux Rouleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Aux particuliers	36	41	77	32	39	71	41	41	82	39	65	104
Totaux	69	103	172	44	69	113	55	60	115	47	100	147

	1719			1720			1721			1722		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1. Au Roy	303	412	715	350	524	874	15	3	18	18	10	28
2. A la Ville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Aux États de Bretagne	21	2	23	18	—	18	—	—	—	—	—	—
4. Au Clergé	1	3	4	15	4	19	—	—	—	—	—	—
Total	325	417	742	383	528	911	15	3	18	18	10	28
5. Aux Rouleurs	—	—	—	—	308	308	—	93	93	—	31	31
6. Aux particuliers	70	76	146	196	130	326	14	20	34	14	44	58
Totaux	395	493	888	579	966	1 545	29	116	145	32	85	117

	1723			1724			1725			1726		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1. Au Roy	32	117	149	14	409	423	54	510	564	15	237	252
2. A la Ville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Aux États de Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Au Clergé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	32	117	149	14	409	423	54	510	564	15	237	252
5. Aux Rouleurs	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
6. Aux particuliers	11	13	24	17	47	64	18	30	48	11	34	46
Totaux	43	131	174	31	458	489	72	540	612	26	271	297

Total général : 4 814 (moyenne annuelle des quittances aux caisses publiques : 275; moyenne annuelle aux particuliers [Rouleurs non compris] : 90).

TABLEAU VI

Procurations (Paris)

	1715			1716			1717			1718		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
Procurations	22	161	183	16	116	132	25	112	137	46	35	81
Procurations déposées	57	1	58	52	22	74	78	19	97	109	187	386
Totaux	79	162	241	68	138	206	103	131	234	245	222	467

TABLEAU VI (suite)

	1719			1720			1721			1722		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	éII	XLVIII	Total
	Procurations	36	70	106	20	145	165	17	24	41	15	14
Procurations déposées	226	161	387	236	216	452	132	105	237	77	51	128
Totaux	262	231	493	256	361	617	149	129	278	92	65	157

	1723			1724			1725			1726		
	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
	Procurations	16	14	30	11	24	35	18	43	61	23	23
Procurations déposées	56	73	129	138	262	400	163	322	485	102	235	337
Totaux	72	87	159	149	286	435	181	365	546	125	258	383

Total général : 4 216 (moyenne annuelle des procurations : 87,16, moyenne annuelle des dépôts de procurations : 264,16).

TABLEAU VII

Baux (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
34	46	80	34	34	68	29	40	69	30	27	57	29	54	83	48	44	92

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
20	29	58	24	29	53	25	15	40	22	22	44	25	29	54	17	29	46

Total général : 744 (moyenne annuelle : 62).

TABLEAU VIII

Ventes (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
12	9	21	7	9	16	6	19	25	9	24	33	14	42	56	21	59	80

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
4	7	11	16	3	19	3	12	15	8	11	19	8	10	18	3	12	15

Total général : 328 (moyenne annuelle : 27,33).

TABLEAU IX
Transports (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
14	35	49	20	47	67	32	50	83	38	57	95	32	91	123	24	18	42
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
12	16	28	18	32	50	8	30	38	9	40	49	10	45	55	12	36	48

Total général 727 (moyenne annuelle 60,58)

TABLEAU X
Apprentissages (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
4	43	47	5	23	28	3	27	30	6	32	38	5	11	16	9	9	18
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1	3	4	4	7	11	5	12	17	3	9	12	0	6	6	1	10	11

Total general 238 (moyenne annuelle 20)

TABLEAU XI
Atermoyements (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
6	4	10	6	4	10	7	1	8	2	2	4	1	—	1	—	—	—
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	4	4

Total général 41 (moyenne annuelle 3,41)

TABLEAU XII
Contrats de mariage (Paris)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
12	23	35	12	23	35	16	24	40	18	18	36	17	13	30	24	24	48
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total	III	XLVIII	Total
14	7	21	9	11	20	12	3	15	4	22	26	9	15	24	8	10	18

Total général : 348 (moyenne annuelle : 29).

TABLEAU XIII
Opération de réduction (Paris)

	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726
Nombre d'actes pour les deux études III et XLVIII . . .	1 404	1 266	1 163	1 575	2 565	4 094	1 647	876	878	1 780	1 701	1 142
Moins les quittances aux Caisses publiques (auxquelles sont ajoutées les Rouleurs) . . .	-95	-42	-33	-43	-742	-1 219	-111	-59	-150	-425	-564	-252
Reste	1 369	1 224	1 130	1 532	1 823	2 875	1 536	817	720	1 355	1 137	890
Moins les constitutions sur Caisses publiques (y compris C ^{ie} des Indes)	-375	-150	-42	-203	-91	-698	-785	-55	Chiffres indéterminés			
Reste	994	1 074	1 088	1 329	1 732	2 177	751	762				
Moins les constitutions de toute nature (particuliers compris)	-47	-36	-46	-40	-103	-57	-10	-11	-158	-347	-75	-39
Reste	947	1 038	1 042	1 289	1 629	2 120	741	751	562	1 008	1 062	851
Moins les quittances aux particuliers	-77	-71	-32	-104	-146	-326	-34	-58	-24	-64	-48	-45
Reste	870	967	960	1 185	1 483	1 794	707	693	538	944	1 014	806
Moins les procurations et dépôts de procurations	-241	-206	-234	-467	-493	-617	-278	-157	-159	-435	-546	-383
Reste	629	761	726	718	990	1 177	429	536	379	509	468	423
Rang de l'année	6	3	4	5	2	1	10	7	12	8	9	11

TABLEAU XIV
Constitutions (Versailles)

7115			1716			1717			1718			1719			1720		
B*	H*	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
2	9	11	4	6	10	4	12	16	4	14	18	14	17	31	33	36	69
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
4	3	7	3	—	3	—	—	—	1	1	2	7	2	9	6	5	11

Total général : 187 (moyenne annuelle : 15,58; toutes les constitutions sont sur des particuliers).

B* : Étude Bekelinck. — H* : Étude Huber.

TABLEAU XV
Obligations (Versailles)

	1715			1716			1717			1718		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Obligations	13	9	22	7	15	22	8	3	11	6	2	8
Obligations déposées	3	5	8	1	9	10	3	5	8	—	4	4
Totaux	16	14	30	8	24	32	11	8	19	6	6	12

	1719			1720			1721			1722		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Obligations	8	6	14	16	13	29	7	4	11	10	2	12
Obligations déposées	1	5	6	—	—	—	1	5	6	8	5	13
Totaux	9	11	20	16	13	29	8	9	17	18	7	25

	1723			1724			1725			1726		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Obligations	13	3	16	13	8	21	10	8	18	14	2	16
Obligations déposées	8	4	12	4	7	11	16	7	23	12	12	24
Totaux	21	7	28	17	15	32	26	15	41	26	14	40

Total général : 325 (moyenne annuelle des obligations : 16,66).

TABLEAU XVI
Quittances (Versailles)

1715			1616			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
19	19	38	19	29	48	26	20	46	16	28	44	52	55	107	205	152	357

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
23	12	35	31	11	42	47	16	63	43	25	68	26	13	39	17	7	24

Total général : 911 (moyenne annuelle : 75,91).

Toutes les quittances concernent des particuliers. Il existe un seul atteroyement à Versailles pour la période étudiée.

TABLEAU XVII
Baux (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
33	76	114	28	40	68	17	41	58	22	40	62	27	27	54	32	57	89

TABLEAU XVII (suite)

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
43	39	82	105	103	208	61	54	115	48	55	103	41	55	96	39	41	80

Total général : 1 129 (moyenne annuelle : 94,08)

TABLEAU XVIII
Ventes (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
16	32	48	17	27	44	9	23	32	17	20	37	21	35	56	35	32	67
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
28	32	60	38	49	87	56	62	118	46	52	98	39	57	96	34	42	76

Total général 819 (moyenne annuelle 68,25).

TABLEAU XIX
Transports (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
4	26	30	8	12	20	12	18	30	7	11	18	10	15	25	10	8	18
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
11	9	20	6	10	16	10	11	21	10	20	30	9	11	20	9	22	31

Total général : 279 (moyenne annuelle : 23,25).

TABLEAU XX
Apprentissages (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
19	16	35	4	11	15	3	8	11	9	13	22	14	18	32	22	25	47
1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
7	15	22	13	12	25	15	16	31	20	12	42	6	11	17	8	11	19

Total général : 318 (moyenne annuelle : 26,5).

TABLEAU XXI
Procurations (Versailles)

	1715			1717			1717			1718		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Procurations	2	4	6	4	4	8	8	7	15	2	3	5
Procurations déposées	1	—	1	1	1	2	—	1	1	1	—	1
Totaux	3	4	7	5	5	10	8	8	16	3	3	6

	1719			1720			1721			1722		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Procurations	7	8	15	7	2	9	6	2	8	4	2	6
Procurations déposées	1	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Totaux	8	8	16	8	2	10	7	2	9	4	2	6

	1723			1724			1725			1726		
	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
Procurations	4	5	9	10	3	13	10	1	11	5	4	9
Procurations déposées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	4	5	9	10	3	13	10	1	11	5	4	9

Total général : 122 (moyenne annuelle des procurations : 9,5).

TABLEAU XXII
Marchés (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
2	6	8	1	1	2	1	2	3	1	1	2	1	—	1	—	3	3

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
2	6	8	5	4	9	2	3	5	2	4	6	3	1	4	2	2	4

Total général : 55 (moyenne annuelle : 4,58).

TABLEAU XXIII
Contrats de mariage (Versailles)

1715			1716			1717			1718			1719			1720		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
38	42	80	33	52	85	33	48	81	28	46	74	35	43	78	48	38	86

1721			1722			1723			1724			1725			1726		
B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total	B	H	Total
39	45	84	35	38	73	55	54	109	44	59	103	48	42	90	32	35	67

Total général : 1 010 (moyenne annuelle : 84,16; très faible dispersion)

TABLEAU XXIV

Nombres et rangs annuels d'actes (Versailles)

	1714	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726	1727
Huber	355	340	321	293	295	321	465	246	349	329	337	296	282	388
Bekelinck		236	220	190	181	285	492	250	340	373	329	329	284	
Total		576	541	483	476	606	957	496	689	702	666	625	546	
Rang		7	9	11	12	6	1	10	3	2	4	5	8	

Total période 1715-1726 : 7 363 (moyenne annuelle : 613,60).

TABLEAU XXV

Opération de réduction (Versailles)

	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726	1727
Nombre total d'actes	576	541	483	476	606	957	496	689	702	666	625	546	
Moins Constitutions	-11	-10	-16	-18	-31	-69	-7	-3	-	-2	-9	-11	
Reste	565	531	467	458	575	888	489	686	702	664	616	535	
Moins quittances	-38	-48	-46	-44	-107	-357	-35	-42	-63	-68	-39	-24	
Reste	527	483	421	414	468	531	454	644	639	596	577	511	
Rang de l'année	6	8	11	12	9	5	10	1	2	3	4	7	

Total après réduction : 6 265 (moyenne annuelle : 522,10).

TABLEAU XXVI

Totaux et détail des actes de Me Destas à Orléans

	1718	1719	1720	1721	1722	1723
Totaux	91	160	302	123	150	142
dont :						
Constitutions	5	16	44	2	1	2
Remboursements et quittances	9	30	121*	9	15	17
Hypothèques à	5	7	1	6	6	5
Obligations à	-	5	6	10	3	2
Obligations déposées	-	-	-	-	-	-
Marchés	-	-	1	4	4	2
Baux	6	9	11	8	10	13
Procurations	-	5	1	4	-	2
Procurations déposées	-	-	-	-	-	-
Mariages	6	16	9	11	11	22
Ventes (autres que de meubles)	8	17	20	11	24	15
Apprentissages, brevets d'apprentissages et engagements	6	12	20	7	7	4
Atermoiements	-	1	-	-	-	-
Transports (autres que de droits successifs)	9	6	8	5	5	6

Total : 968 (moyenne annuelle : 161,33).

* Dont 113 pendant les 8 premiers mois de l'année.

TABLEAU XXVII
Opération de réduction (Orléans)

	1718	1719	1720	1721	1722	1723
Nombre total d'actes	91	160	302	123	150	142
Moins constitutions	-5	-16	-44	-2	-1	-2
Reste	86	144	258	121	149	140
Moins quittances	-9	-30	-121	-9	-15	-17
Reste	77	114	137	112	134	123
Rang de l'année (avant réduction)	6	2	1	5	3	4
Rang de l'année (après réduction)	6	4	1	5	2	3

Total après réduction : 697 (moyenne annuelle : 116,17).

ANNEXE I

Actes passés par Jean Law ou sa femme à l'Étude XLVIII (par années)

<p>1713 3 Constitutions par la Ville à J. Law. (octobre)</p> <hr/> <p>1714 28 Constitutions la Ville à J. Law. 1 Constitution le Roy à J. Law. 6 Constitutions la Ville à Guillaume Law, suivies de 6 Déclarations par G. L. à J. L.</p> <hr/> <p>35</p> <hr/> <p>1715 Néant.</p> <hr/> <p>1716 1 Transport de rente à J. L.. 1 Obligation envers J. L.</p> <hr/> <p>2</p> <hr/> <p>1717 6 Transports par J. L. et sa femme. 1 Rétrocession par J. L.</p> <hr/> <p>7</p> <hr/> <p>1718 12 Devis et Marchés. 6 Ventes à J. L. (dont une par la Ville). 5 Quittances à J. L. 2 Déclarations à . . . par J. L. 1 Transport et vente de meubles à J. L. 1 Transport. 1 Création de pension par J. L. 1 Procuration.</p> <hr/> <p>29</p> <p>26 Constitutions par la Ville à J. L., pour la Compagnie d'Occident.</p> <hr/> <p>55</p> <hr/> <p>1719 21 Ventes à J. L. 8 Quittances à J. L. 6 Procurations. 5 Devis et Marchés. 2 Baux à vie par J. L. 2 Obligations par J. L. 2 Conventions. 2 Déclarations par J. L. (au Roy). 1 Déclaration par J. L. (à particulier). 1 Déclaration et Obligation par J. L. 1 Constitution par J. L. à . . . 1 Constitution par . . . à J. L. 1 Nomination par J. L. 1 Déclaration à J. L. 1 Mainlevée. 1 Donation de pension par J. L.</p> <hr/> <p>56 à reporter</p>	<p>56 report</p> <p>1 Création de pension par J. L. 1 Donation par J. L. 1 Foy et hommage à J. L. 1 Société (avec le duc de Guiche).</p> <hr/> <p>60</p> <p>1 Constitution viagère par le Roy à Guillaume Law.</p> <hr/> <p>1720 17 Ventes à J. L. (dont une par la Ville). 11 Procurations (dont 2 par J. L. à sa femme). 8 Quittances à J. L. 4 Ventes par J. L. 4 Déclarations à J. L. 4 Foy et hommage par J. L. 3 Constitutions de rente par la Compagnie des Indes (dont une sur la tête de son fils Guillaume et une sur la tête de sa fille Marie Catherine). 2 Foy et hommage à J. L. 2 Engagements envers J. L. 2 Commissions par J. L. 2 Échanges. 2 Créations de pension par J. L. 2 Décharges par J. L. 2 Obligations par J. L. 1 Obligation à J. L. 1 Transport à J. L. 1 Comparution d'un procureur de J. L. 1 Convention. 1 Fondation par J. L. au Collège des Écossais. 1 Donation par J. L. 1 Consentement. 1 Vente d'équipage. 1 Constitution par J. L. (à particulier). 1 Nomination à Cure (par J. L.). 1 Dépôt d'écrit de J. L.</p> <hr/> <p>76</p> <p>3 Procurations Guillaume Law. 1 Constitution de rente viagère par la C^{ie} des Indes à M^{me} Law.</p> <hr/> <p>1721 3 Décharges (par M^{me} J. L.). 2 Transactions (par M^{me} J. L.). 2 Quittances par M^{me} J. L. 1 Désistement et délégation par M^{me} J. L. 1 Procuration déposée par M^{me} J. L. 1 Marché (M^{me} J. L.). 1 Bail par M^{me} J. L. 1 Dépôt de pièces par M^{me} J. L.</p> <hr/> <p>13</p> <p>1 Quittance à J. L. 1 Bail par J. L.</p> <hr/> <p>15</p> <hr/> <p>1722 1 Dépôt de certificat de vie de Guillaume Law.</p>
---	--

ANNEXE II

Amandellerie Jacquinot — Paroisse Saint-Jean (Metz)

	Actes en minute													
	1700	1701	1702	1703	1704	1705	1706	1707	1708	1709	1710	1711	1712	1713
	Constitutions	1	5	1	—	1	2	—	—	—	1	—	1	—
Obligations	5	1	11	7	3	3	—	—	—	1	—	—	—	1
Quittances	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Deliberations de créanciers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquêts (ventes)	2	3	6	5	3	2	14	3	—	1	1	—	1	2
Transports	—	1	2	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Baux	1	1	1	1	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—
Mariages	—	2	3	2	1	1	2	1	2	2	—	—	—	3
Totaux pour ces 8 types d'actes	9	13	26	16	10	9	18	6	2	6	1	1	2	7

	Actes en minute													
	1714	1715	1716	1717	1718	1719	1720	1721	1722	1723	1724	1725	1726	1727
	Constitutions	1	2	—	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—
Obligations	—	2	8	4	3	1	1	2	—	—	1	4	2	—
Quittances	—	4	2	2	—	4	21	—	1	3	—	1	—	2
Deliberations de créanciers	—	2	4	1	—	2	—	1	—	—	1	—	1	1
Acquêts (ventes)	10	1	5	4	7	4	20	7	6	3	—	—	17	2
Transports	—	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	1	—
Baux	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	2	1	1	—
Mariages	2	4	—	1	1	—	1	3	3	1	2	1	4	1
Totaux pour ces 8 types d'actes	13	16	24	12	11	16	50	13	10	8	6	7	26	6

ANNEXE III

Activité notariale à Nancy

Années	Étude Andre					Étude Pognon				
	Nombre d'actes	Rang de l'année	Obligations	Constitutions	Acquêts	Nombre d'actes	Rang de l'année	Obligations	Constitutions	Acquêts
	1715	18	12	6	—	5	21	1	7	11
1716	14	13	1	2	3	9	7	2	2	3
1717	33	11	13	1	4	16	2	1	8	3
1718	42	9	14	2	6	15	4	5	6	1
1719	52	5	29	—	3	14	5	4	3	1
1720	57	4	28	1	11	8	8	1	3	2
1721	44	7	23	1	3	5	9	—	1	2
1722	34	10	8	2	6	4	10	—	—	1
1723	46	6	14	4	8	13	6	3	2	4
1724	70	2	20	3	18	16	2	3	4	2
1725	80	1	24	6	18	4	10	—	2	1
1726	44	7	10	1	9	4	10	1	—	1
1727	68	3	18	1	20	4	10	—	1	1
Total	602	(moyenne annuelle : 46,31)				133	(moyenne annuelle : 10,23)			

35 des 43 Constitutions à l'étude Pognon étaient faites par les R. P. Minimes.